

La majorité de ces émissions de mise en forme présentent d'excellents exercices dirigés par des personnes habiles et compétentes dans le domaine, et elles sont loin de mériter les reproches que leur adresse M^{me} Hoffman. Cette dernière aurait intérêt, à mon avis, à faire part de ses critiques au CRTC, qui me paraît un mécanisme plus opportun, au lieu de condamner la participation active à un programme de mise en forme par le biais de la télévision.

* * *

LES ARMES NUCLÉAIRES

LA TENUE D'UNE RÉUNION AU SOMMET

M. Bill Yurko (Edmonton-Est): Le 14 juin de cette année, madame le Président, j'ai pris la parole dans cette enceinte et fait la déclaration suivante:

Une guerre nucléaire peut survenir pour trois raisons. Tout d'abord, elle peut être provoquée par un geste d'agression de la part d'une des super-puissances. C'est assez peu probable, car le pays en cause se détruira lui-même en même temps que le reste du monde. Deuxièmement, l'escalade d'un conflit d'importance secondaire, comme un conflit qui se déclenche au Moyen-Orient et se généralise. Les risques d'escalade sont nombreux et effrayants dans le monde actuel... La troisième cause susceptible de provoquer une guerre nucléaire, c'est un accident. Les risques sont réels dans ce domaine, en raison d'une défaillance du matériel, des systèmes, ou des humains qui les commandent.

Madame le Président, un accident déplorable et inacceptable s'est produit par suite de la défaillance de certains humains qui commandent les systèmes. Dieu merci!, les autorités ont gardé leur sang-froid et il n'y a pas eu d'escalade cette fois-ci. Mais en sera-t-il ainsi la prochaine fois?

Le besoin et le désir de communiquer n'ont jamais été si pressants dans le monde qu'ils le sont aujourd'hui et qu'ils le seront demain. Certains ne manqueront pas de crisper les poings lorsqu'un accident analogue se reproduira; mais d'autres rechercheront le dialogue en dépit de tout. Espérons, pour l'amour de nous, que ce sont ceux-ci que le monde choisira d'écouter. La nécessité d'un accord tendant à limiter la prolifération des armes nucléaires et d'un moratoire universel tendant à faire cesser cette folie se fait désespérément sentir. Le Parlement devrait appuyer sans réserve le projet d'une réunion au sommet comme celui que préconisent les présidents Reagan et Andropov. Je signale encore une fois à la Chambre qu'Edmonton conviendrait parfaitement pour une réunion de ce genre.

Mme le Président: Le député a épuisé son temps de parole.

* * *

LES SCIENCES ET LA TECHNOLOGIE

ON DEMANDE L'ÉTABLISSEMENT D'UN COMITÉ PERMANENT

M. Stanley Hudecki (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale): Madame le Président, le comité des parlementaires, des scientifiques et des ingénieurs—ou COPSI—a succédé au comité parlementaire et scientifique qui a tenu un certain nombre de séances sur la Colline parlementaire entre 1976 et 1979. Le COPSI a pour objectif d'instaurer un climat de compréhension entre les parlementaires et le monde des scientifiques et des ingénieurs canadiens, fondé sur la connaissance des préoccupations et des aspirations de chacun.

Questions orales

Le COPSI constitue bien sûr un excellent instrument d'échange d'information, mais la science et la technologie jouent un rôle tellement grandissant dans l'évolution de notre société et de notre économie que la Chambre devrait à mon avis songer à établir un comité permanent à part entière de la science et de la technologie.

C'est ainsi que les députés pourraient discuter des questions concernant le développement de la science et de la technologie au Canada dans le cadre de réunions auxquelles participeraient des scientifiques et des ingénieurs, présenter à la Chambre et au gouvernement, sur une base omnipartite des rapports et des recommandations en matière de politique, et dresser le compte rendu de leurs délibérations.

● (1415)

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

LES PRÉVISIONS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT EN MATIÈRE DE PRIX ET DE SALAIRES

L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Le Conseil économique du Canada qui, selon la loi, fait office de conseiller auprès du premier ministre, a prédit non seulement que le taux de chômage serait supérieur à 10 p. 100 pendant encore cinq ans, mais également qu'on assisterait à une nouvelle poussée inflationniste. Il a demandé au gouvernement de procéder à une réglementation sélective des salaires et des prix, d'obtenir les pouvoirs nécessaires pour surveiller les augmentations de salaires et de prix et de réduire toute augmentation qui, selon lui, entraînera une inflation supérieure à 5 p. 100. Reconnaissez-vous la justesse de ces avertissements de votre Conseil économique? Laissez faire le pointage du doigt; je pose la question au premier ministre.

Des voix: Règlement!

M. Crosbie: Reconnaissez-vous la justesse de ces avertissements?

Une voix: Vous devez vous adresser à la présidence.

M. Crosbie: Le gouvernement entend-il obtenir les pouvoirs nécessaires pour réduire les augmentations de prix ou de salaires comme vos conseillers vous l'ont suggéré?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, le député devrait vous adresser la question. Il devrait pourtant savoir cela.

Mme le Président: Pour sa seconde question, je tiens à signaler au député qu'il doit s'adresser à la présidence.

LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Madame le Président, si je pouvais poser la même question au premier ministre. C'est une question grave et les Canadiens ont droit à une réponse et non à un premier ministre qui montre le doigt et...